

Comunicación presentada en las jornadas "*Identifier les personnes dans l'espace atlantique ibérique : entre contrôle et garantie (XVIIe –fin XIXe siècle* »), organizadas por STARACO y celebradas en la Universidad de Nantes los días 9 y 10 de abril de 2015

### **Police, identification et résistances populaires: la carte de sûreté à Madrid (1824-1833)**

Álvaro París Martín

Universidad Autónoma de Madrid

Grupo Taller de Historia Social

#### *Abstract*

Pendant le XVIIIème siècle la "Sala de Alcaldes de Casa y Corte" a établi un contrôle serré de la population de Madrid à travers des instruments comme les recensements et les passeports. Cependant, la création à 1824 d'une Surintendance General de Police – inspiré dans le modèle français – à conduite à l'introduction des innovations aux systèmes de control de la population. L'un des changements les plus importantes est la création de la carte de sûreté (*carta de seguridad*) document identificatoire de caractère obligatoire introduit à 1824 et délivré pour les nouveaux commissaires de police. Pour la première fois, tous le madrilènes devaient obtenir et porter un document qui pouvait être exigé pour les agents de police à n'importe quel moment. Ne pas le porter était donc cause suffisant pour faire arrêter un promeneur et l'interroger comme suspect.

L'établissement de ce système d'indentification personnel adresse plusieurs questions. D'une côté, les nouvelles façons de maitriser la société face à la mobilité accrue de la population, d'autre la persécution politique des libéraux après la chute du régime constitutionnelle. Mais l'aspect que nous intéresse plus est la réaction des classes populaires face à cette nouveauté. Pour l'étudier on compte avec une source spécialement intéressante: les rapports des mouches et indicateurs de la police secrète. À travers ces documents, on découvre que le peuple identifiait la carte de sécurité avec une nouvelle charge bureaucratique et une « vole » contre les pauvres. La *peseta* qui coûtait obtenir et renouveler le document était un pillage, un impôt illégitime pour soutenir la nouvelle institution policier. Chaque année, quand la date de renouvellement s'approchait, les travailleurs discutaient aux places, marchés et tavernes sur l'injustice de ce nouveau fardeau.